

Fonds européen d'ajustement ? la mondialisation: un signe fort pour une politique sociale active

Publié le: 05-05-2009



La crise économique qui affecte durement l'emploi au sein de l'UE exige une réponse européenne forte et adaptée à la diversité des situations dans les Etats membres et les différents bassins d'emploi concernés. C'est le sens de la révision du règlement portant création du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation sur laquelle se prononcera demain le Parlement européen, réunie en session plénière à Strasbourg. Les critères d'éligibilité retenus en 2006 à l'époque de la création du FEM - malgré les mises en garde du Parlement - s'avèrent en effet trop rigides alors que les plans sociaux se multiplient à travers l'Europe, en même temps qu'une montée rapide du chômage de masse.

"En abaissant de 1000 à 500 le seuil de travailleurs licenciés à partir duquel le Fonds peut intervenir, en incluant les sous-traitants dans ce calcul, et en portant de 50 à 65% la part potentielle du financement communautaire, les nouvelles critères d'éligibilité répondent mieux à la situation du terrain et donc aux préoccupations des gens", s'est félicitée Ona JUKNEVICIENE (Indépendante, Lituanie), co-rapporteuse fictive de l'ADLE, lors du débat public. "La plus-value essentielle de ce texte est son aspect très actif dans le domaine de la requalification, de la réinsertion, de la réintégration des salariés au moment où ils vont perdre leur emploi. Nous avons insisté dans nos différents débats pour que les travailleurs, grâce à des formations, à l'aide à la création d'entreprise ou à des bilans de compétences,... puissent immédiatement bénéficier de cet argent afin de retrouver un emploi", a-t-elle ajouté.

Pour Jean-Marie BEAUPUY (MoDem, France), autre rapporteur fictif de l'ADLE, "la création du Fonds d'ajustement à la mondialisation est la seule initiative d'envergure prise par la Commission Barroso durant son mandat dans le domaine social. Dans le contexte actuel, qui risque malheureusement de durer plusieurs mois, son renforcement est une urgence. Avec 500 millions d'euros

disponibles, ce fond, s'ajoutant aux actions entreprises au niveau national et local, pourra aider des milliers d'Européens, victimes de la crise. Cette action de solidarité, voulue par l'Union européenne, est un signe fort à la veille des élections du 7 juin."